



Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de six mois
clos le 30 septembre 2016



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	11
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	12

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
COMPTE RENDU DE LA DIRECTION
POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2016

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport annuel de 2016 de l'ACSTA et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2016 de l'ACSTA. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 23 novembre 2016, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

L'ACSTA est une société d'État mandataire chargée de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes — ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport — qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée désignée. L'ACSTA doit aussi veiller à ce que le niveau de contrôle soit uniforme partout au Canada et exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien que le ministre des Transports, sous réserve des modalités qu'il détermine, lui confère. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien tels qu'ils sont désignés par le gouvernement du Canada.

Pour ce faire, l'ACSTA assure des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;

- le contrôle des bagages enregistrés (CBE);
- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers qui accèdent aux zones réglementées, y compris le contrôle des véhicules qui pénètrent dans les zones réglementées des aéroports aux aéroports qui présentent des risques plus élevés;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées de l'aéroport, au moyen de données biométriques.

En plus des activités liées à son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada (TC) afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret durant les périodes creuses en utilisant la technologie et les ressources existantes.

Avec l'appui de TC, l'ACSTA a conclu une entente d'essai avec l'autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) pour la prestation de services du contrôle supplémentaire, en vigueur depuis le 5 octobre 2014. L'entente viendra à échéance le 31 mars 2017.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

La partie ci-après du rapport présente de l'information sur les changements importants qui sont survenus dans le contexte opérationnel de l'organisation depuis le 30 juin 2016.

ENTENTES DE SERVICES DE CONTRÔLE AUX AÉROPORTS

En octobre 2016, l'ACSTA a renouvelé ses ententes de services de contrôle aux aéroports (ESCA) avec l'ensemble de ses fournisseurs de services de contrôle pour une période de cinq ans.

Les contrats initiaux de cinq ans sont entrés en vigueur le 1^{er} novembre 2011 et comprenaient une option de prolongation de cinq années supplémentaires. L'ACSTA a procédé à une évaluation approfondie du rendement de chaque fournisseur de services de contrôle lors de la période initiale des contrats. Les résultats de cette évaluation ont révélé que les fournisseurs de services de contrôle actuels respectaient leurs engagements contractuels et répondaient aux attentes de l'ACSTA. En exerçant les options de renouvellement, l'ACSTA prolonge la durée de ses contrats jusqu'au 31 mars 2022. La valeur approximative des prolongations des contrats s'élève à 2,6 milliards de dollars.

ACSTA PLUS

Dans le cadre des efforts continus de l'ACSTA visant à innover dans le domaine du contrôle de sûreté et à optimiser l'expérience de contrôle, l'organisation a entrepris le déploiement d'ACSTA Plus. ACSTA Plus a pour but de transformer l'expérience client grâce à des innovations concrètes aux points de contrôle qui amélioreront le service à la clientèle et augmenteront l'efficacité du contrôle.

Depuis la mi-août, l'ACSTA a mis en service une voie de contrôle ACSTA Plus à l'aéroport international Montréal-Pierre Elliott Trudeau. Grâce à l'ouverture de nouvelles installations à l'aéroport international de Calgary en octobre 2016, l'ACSTA s'est vue offrir l'opportunité de démontrer la totalité du concept d'ACSTA Plus au moyen d'un vaste point de contrôle spacieux. L'ACSTA continuera à déployer et à mettre en œuvre le concept de contrôle d'ACSTA Plus aux points de CPE partout au pays, si l'espace existant de l'aéroport et le financement disponible le permettent.

CROISSANCE DU NOMBRE DE PASSAGERS ET HEURES DE CONTRÔLE

Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées au Canada a augmenté de 7,1 % au cours du trimestre clos le 30 septembre 2016 par rapport à la période correspondante de 2015, ce qui a entraîné une hausse des heures de contrôle. Les taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle augmenteront également pendant toute la période des ESCA, ce qui intensifie les pressions sur le budget des heures de contrôle de l'ACSTA. De plus, les fonds additionnels que l'ACSTA a reçus pour assurer le CNP dans le cadre du programme de CNP amélioré prendront fin le 31 mars 2017.

L'ACSTA collabore avec TC à l'élaboration de stratégies à long terme efficaces du point de vue opérationnel pour le financement à prévoir au regard des augmentations non financées du nombre de passagers et des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle, et pour le programme de CNP.

RISQUE DE CHANGE

L'ACSTA est exposée à un risque de change, car elle prévoit acquérir des quantités importantes de matériels et de services auprès de fournisseurs étrangers au cours des prochaines années. Au cours du trimestre, le Conseil d'administration de l'ACSTA a approuvé une stratégie de couverture pour atténuer le risque de change et réduire au minimum l'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars américain et canadien sur ses besoins en financement. L'ACSTA procède actuellement à la mise en œuvre de sa stratégie de couverture.

RISQUES ET INCERTITUDES

Le mandat du président du Conseil d'administration de l'ACSTA est arrivé à échéance en octobre 2016 et celui du président et chef de la direction prendra fin en janvier 2017. Étant donné qu'un nouveau président et un nouveau président et chef de la direction ne seront pas nommés avant l'arrivée à échéance des nominations actuelles, il y aura une période où l'organisation sera dirigée par le vice-président du Conseil et, vraisemblablement, un président et chef de la direction intérimaire. Il pourrait être plus difficile pour l'organisation de poursuivre la mise en œuvre de stratégies et l'atteinte d'objectifs à long terme pendant cette période de leadership intérimaire. En réponse à ce nouveau risque, le vice-président du Conseil est responsable d'exercer les attributions du président et la *Loi sur l'ACSTA* prévoit que le Conseil peut confier à un employé de l'organisation les attributions du président et chef de la direction pour une période fixe.

Aucun autre changement important n'a été apporté au profil de risque de l'organisation tel qu'il a été communiqué précédemment dans le *Rapport annuel 2016*.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les écarts importants constatés à l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2015 et 2016.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de six mois closes les 30 septembre			
	2016		2015		2016		2015	
	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %
Charges¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	125 741 \$	110 233 \$	15 508 \$	14,1 %	247 046 \$	216 862 \$	30 184 \$	13,9 %
Exploitation et entretien du matériel	10 098	10 715	(617)	(5,8 %)	20 256	21 274	(1 018)	(4,8 %)
Soutien des programmes et services généraux	19 281	19 121	160	0,8 %	39 082	38 776	306	0,8 %
Amortissement	12 445	14 144	(1 699)	(12,0 %)	25 624	27 392	(1 768)	(6,5 %)
Total des charges	167 565	154 213	13 352	8,7 %	332 008	304 304	27 704	9,1 %
Autres charges	2 270	375	1 895	505,3 %	2 241	534	1 707	319,7 %
Performance financière avant les revenus et le financement public	169 835	154 588	15 247	9,9 %	334 249	304 838	29 411	9,6 %
Revenus	1 130	791	339	42,9 %	2 379	1 430	949	66,4 %
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	152 405	137 441	14 964	10,9 %	299 517	270 564	28 953	10,7 %
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	14 446	14 320	126	0,9 %	27 617	27 806	(189)	(0,7 %)
Total du financement public	166 851	151 761	15 090	9,9 %	327 134	298 370	28 764	9,6 %
Performance financière	(1 854)\$	(2 036)\$	182 \$	8,9 %	(4 736)\$	(5 038)\$	302 \$	(6,0 %)
Autres éléments du résultat global	4 971	(7 432)	12 403	(166,9 %)	(12 093)	3 208	15 301	(477,0 %)
Résultat global total	3 117 \$	(9 468)\$	12 585 \$	(132,9 %)	(16 829)\$	(1 830)\$	(14 999)\$	(819,6 %)

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par type de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 10 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016.

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 15 508 \$ (14,1 %) et de 30 184 \$ (13,9 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. Les écarts pour les trimestres et les périodes de six mois s'expliquent principalement par l'achat accru d'heures de contrôle totalisant 10 685 \$ et 21 075 \$, respectivement, jumelé à l'augmentation annuelle du taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle d'un montant de 3 055 \$ et de 6 048 \$, respectivement.

L'augmentation du nombre d'heures de contrôle achetées est principalement attribuable au passage d'une solution provisoire de contrôle des véhicules à une présence totale aux points d'accès des véhicules dans les aéroports du Canada qui présentent les risques les plus élevés, mise en vigueur en 2016-2017 dans le cadre du programme de CNP amélioré. L'augmentation est également due à l'achat d'heures de contrôle supplémentaires au CPE pour appuyer les modifications apportées aux exigences opérationnelles de certains aéroports, répondre à la croissance du nombre de passagers et soutenir l'entente d'essai avec la GTAA.

Exploitation et entretien du matériel

Les coûts d'exploitation et d'entretien du matériel ont diminué de 617 \$ (5,8 %) et de 1 018 \$ (4,8 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. Les diminutions pour le trimestre et la période de six mois s'expliquent principalement par une baisse de 2 699 \$ et de 5 341 \$, respectivement, des coûts liés à l'entretien des convoyeurs découlant de la résiliation des ententes de financement des services d'entretien et de soutien des convoyeurs aux huit aéroports les plus occupés du Canada, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2015. Les diminutions ont été partiellement compensées par les coûts plus élevés de l'entretien du matériel et des pièces de rechange totalisant 1 455 \$ et 3 228 \$, respectivement, qui étaient principalement associés à certains matériels des systèmes de détection d'explosifs (SDE) qui n'étaient plus sous garantie, à certains matériels arrivant à la fin de leur vie utile ainsi qu'à diverses autres initiatives, notamment la reconfiguration des points de CPE. Les diminutions ont également été compensées en partie par des coûts de formations accrus totalisant 647 \$ et 801 \$, respectivement, pour soutenir de nouveaux déploiements d'immobilisations liés aux SDE.

Amortissement

L'amortissement a diminué de 1 699 \$ (12,0 %) et de 1 768 \$ (6,5 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. La diminution s'explique principalement par du matériel de contrôle des bagages enregistrés (CBE) devenant entièrement amorti et mis hors service. Ce matériel est remplacé dans le cadre du programme pluriannuel de gestion du cycle de vie du système de CBE. La diminution est aussi due à des modifications de la durée d'utilité estimée appliquées au matériel visé par le programme de gestion du cycle de vie du système de CBE. La diminution a été en partie compensée par le déploiement de nouveau matériel de CBE.

Autres charges

Le total des autres charges a augmenté de 1 895 \$ (505,3 %) et de 1 707 \$ (319,7 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. L'augmentation s'explique principalement par des pertes de valeur des immobilisations corporelles au cours du trimestre considéré en raison de matériel qui ne répondait plus aux normes de TC. L'ACSTA étudie actuellement d'autres utilisations pour le matériel, y compris la possibilité de le transférer à un autre organisme public.

Revenus

Les revenus ont augmenté de 339 \$ (42,9 %) et de 949 \$ (66,4 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. Cela est attribuable aux revenus tirés de l'achat d'un plus grand nombre d'heures de contrôle supplémentaires par la GTAA.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a augmenté de 14 964 \$ (10,9 %) et de 28 953 \$ (10,7 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. L'augmentation est principalement attribuable aux charges plus élevées au titre des services de contrôle et autres coûts connexes décrits plus haut.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie en raison des modifications aux hypothèses actuarielles et du rendement des actifs des régimes de retraite. Les autres éléments du résultat global pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 s'établissaient à 4 971 \$ et sont attribuables à un gain sur réévaluation en raison d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses. Les autres éléments du résultat global pour le trimestre clos le 30 septembre 2015 s'établissaient à -7 432 \$ en raison d'une perte sur réévaluation résultant d'un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses.

Les autres éléments du résultat global pour la période de six mois close le 30 septembre 2016 s'établissaient à -12 093 \$ en raison d'une perte sur réévaluation de 24 197 \$ du passif au titre des prestations définies à la suite d'une baisse de 50 points de base du taux d'actualisation depuis le 31 mars 2016. Cette perte a été partiellement compensée par un gain sur réévaluation de 12 104 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses. Les autres éléments du résultat global pour la période de six mois close le 30 septembre 2015 s'établissaient à 3 208 \$ en raison d'un gain sur réévaluation de 17 646 \$ du passif au titre des prestations définies à la suite d'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation du 31 mars 2015 au 30 septembre 2015. Ce gain a été partiellement compensé par une perte sur réévaluation de 14 438 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses.

Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 9 des états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 30 septembre 2016 comparativement au 31 mars 2016.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé de la situation financière				
	30 septembre 2016	31 mars 2016		
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(audités)	Écart en \$	Écart en %
Actifs courants	159 348 \$	118 437 \$	40 911 \$	34,5 %
Actifs non courants	381 343	362 822	18 521	5,1 %
Total des actifs	540 691 \$	481 259 \$	59 432 \$	12,3 %
Passifs courants	159 773 \$	118 238 \$	41 535 \$	35,1 %
Passifs non courants	419 213	384 487	34 726	9,0 %
Total des passifs	578 986 \$	502 725 \$	76 261 \$	15,2 %

Actifs

Les actifs courants ont augmenté de 40 911 \$ (34,5 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Une augmentation de 54 455 \$ de la trésorerie principalement attribuable au moment auquel les fonds ont été reçus du gouvernement du Canada;
- Une diminution de 9 932 \$ des clients et autres débiteurs principalement attribuable à une diminution de 9 235 \$ des crédits parlementaires à recevoir;
- Une diminution de 2 392 \$ des stocks principalement attribuable à une utilisation de 4 839 \$ excédant les achats de 2 521 \$ au titre des pièces de rechange, des uniformes et des CIZR;
- Une diminution de 1 220 \$ des charges payées d'avance attribuable à l'amortissement des primes d'assurance annuelles et des charges liées aux services d'entretien et de soutien annuels.

Les actifs non courants ont augmenté de 18 521 \$ (5,1 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Une augmentation de 21 821 \$ des immobilisations corporelles et incorporelles principalement attribuable à l'acquisition et l'installation d'immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur de 49 477 \$, partiellement compensée par un amortissement de 25 624 \$;
- Une diminution de 3 300 \$ des avantages du personnel. Au 31 mars 2016, l'actif au titre des avantages du personnel était composé du régime de retraite enregistré et du régime de retraite supplémentaire de l'ACSTA, tous deux reconnus comme étant en position d'actifs nets. Au cours de l'exercice considéré, le régime de retraite enregistré est passé en position de passif net et a été classé comme passif non courant dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 30 septembre 2016. Ce changement est principalement attribuable à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de l'ACSTA, telle qu'elle est décrite dans l'analyse des résultats financiers des autres éléments du résultat global.

Passifs

Les passifs courants ont augmenté de 41 535 \$ (35,1 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Une augmentation de 45 659 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du moment où les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs;
- Une diminution de 3 612 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation attribuable à une diminution du solde des stocks et des charges payées d'avance.

Les passifs non courants ont augmenté de 34 726 \$ (9,0 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Une augmentation de 21 848 \$ du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations en raison de crédits parlementaires utilisés pour financer des dépenses en immobilisations de 49 465 \$ dépassant l'amortissement de 27 617 \$;
- Une augmentation de 12 702 \$ des avantages du personnel liée à l'autre régime à prestations définies et au régime de retraite enregistré de l'ACSTA (qui est passé en position de passif net au cours de la période) surtout en raison des réévaluations, tel que décrit dans l'analyse des résultats financiers des autres éléments du résultat global.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le *Résumé du plan d'entreprise de 2016-2017 à 2020-2021* de l'ACSTA n'avait pas encore été déposé au Parlement au moment de publier le présent rapport. Tant que le résumé du plan ne sera pas déposé au Parlement et rendu public, l'ACSTA ne sera pas en mesure de présenter une analyse des écarts significatifs entre ses résultats financiers et ceux prévus dans son *Résumé du plan d'entreprise de 2016-2017 à 2020-2021*.

RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les activités de l'ACSTA sont financées principalement grâce aux crédits parlementaires versés par le gouvernement du Canada. Le montant des crédits parlementaires utilisés est comptabilisé selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée ». Le tableau ci-après permet donc d'effectuer un rapprochement de la performance financière comptabilisée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de six mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016 (non audités)	2015 (non audités)	2016 (non audités)	2015 (non audités)
Performance financière avant les revenus et le financement public	169 835 \$	154 588 \$	334 249 \$	304 838 \$
Revenus	(1 130)	(791)	(2 379)	(1 430)
Performance financière avant le financement public	168 705	153 797	331 870	303 408
Charges sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	(12 445)	(14 144)	(25 624)	(27 392)
Charges au titre des avantages du personnel ¹	(1 986)	(2 195)	(3 909)	(4 368)
Frais relatifs aux employés à payer ²	75	90	(940)	(807)
Perte de valeur d'immobilisations corporelles	(1 934)	(61)	(1 934)	(292)
Perte sur sorties d'immobilisations corporelles	(75)	(105)	(75)	(109)
Charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations ³	-	(10)	(3)	(13)
Avantages incitatifs à la location différés dans la performance financière ⁴	75	69	149	137
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	(10)	-	(17)	-
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	152 405 \$	137 441 \$	299 517 \$	270 564 \$
Autres éléments affectant le financement				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks ⁵	(1 745)	(1 364)	(3 612)	(2 854)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	150 660 \$	136 077 \$	295 905 \$	267 710 \$

¹ Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement ci-dessus représente la différence entre les décaissements au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

² Les frais relatifs aux employés à payer sont des charges comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 30 septembre 2016. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

³ Les charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés et passés en charges comme pièces de rechange au cours de l'exercice considéré, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁴ Les avantages incitatifs à la location différés constituent un ajustement comptable sans effet sur la trésorerie qui sert à comptabiliser les avantages découlant des contrats de location dont les modalités sont favorables, y compris les réductions significatives du loyer, l'utilisation gratuite de parties communes et les améliorations locatives fournies sans frais. Les frais de location sont financés avec les crédits au fur et à mesure des décaissements, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁵ Les charges payées d'avance et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

Le tableau ci-après résume le rapprochement des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et des acquisitions d'immobilisations présentées selon les IFRS :

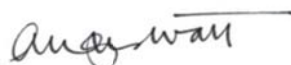
Rapprochement des acquisitions d'immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de six mois closes les 30 septembre	
	2016 (non audités)	2015 (non audités)	2016 (non audités)	2015 (non audités)
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs	29 531 \$	18 603 \$	46 707 \$	29 262 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs	1 205	861	2 761	1 114
Total des acquisitions d'immobilisations	30 736 \$	19 464 \$	49 468 \$	30 376 \$
Produits de la sortie d'immobilisations ¹	(3)	(6)	(3)	(6)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	30 733 \$	19 458 \$	49 465 \$	30 370 \$

¹ Les produits de la sortie d'immobilisations sont composés de produits non monétaires reçus sous forme de notes de crédit de fournisseurs.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés et pour les périodes closes à ces dates.



Angus Watt
Président et chef de la direction
Ottawa, Canada

Le 23 novembre 2016



Andie Andreou, CPA, CA
Vice-présidente et chef des services
financiers
Ottawa, Canada

Le 23 novembre 2016

États financiers intermédiaires résumés

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

30 septembre 2016

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	65 682 \$	11 227 \$
Clients et autres débiteurs (note 3)	78 107	88 039
Stocks (note 4)	13 935	16 327
Charges payées d'avance	1 624	2 844
	159 348	118 437
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	373 040	351 645
Immobilisations incorporelles (note 6)	7 179	6 753
Avantages du personnel (note 9)	1 124	4 424
	381 343	362 822
Total des actifs	540 691 \$	481 259 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	144 015 \$	98 356 \$
Provisions (note 7)	199	711
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 8)	15 559	19 171
	159 773	118 238
Passifs non courants		
Retenues sur contrats de construction	515	199
Avantages incitatifs à la location différés	843	983
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	379 784	357 936
Avantages du personnel (note 9)	38 071	25 369
	419 213	384 487
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(38 295)	(21 466)
Total des passifs et des capitaux propres	540 691 \$	481 259 \$

Éventualités (note 7) et accords contractuels (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Charges				
Contrôle préembarquement	89 419 \$	84 120 \$	176 222 \$	166 391 \$
Contrôle des bagages enregistrés	35 131	37 802	70 324	73 621
Contrôle des non-passagers	32 636	21 355	64 477	42 400
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	647	742	1 574	1 355
Services généraux	9 732	10 194	19 411	20 537
Total des charges (note 10)	167 565	154 213	332 008	304 304
Autres charges				
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 5)	1 934	61	1 934	292
Perte de change	244	208	205	131
Perte sur sortie d'immobilisations corporelles (note 5)	75	105	75	109
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles (notes 5 et 6)	10	-	17	-
Charges financières	7	1	10	2
Total des autres charges	2 270	375	2 241	534
Performance financière avant les revenus et le financement public	169 835	154 588	334 249	304 838
Revenus				
Services de contrôle supplémentaires	1 041	611	2 162	1 070
Produits financiers	89	112	217	216
Revenus divers	-	68	-	144
Total des revenus	1 130	791	2 379	1 430
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	152 405	137 441	299 517	270 564
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	14 446	14 320	27 617	27 806
Total du financement public	166 851	151 761	327 134	298 370
Performance financière	(1 854) \$	(2 036) \$	(4 736) \$	(5 038) \$
Autres éléments du résultat global				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	4 971	(7 432)	(12 093)	3 208
Résultat global total	3 117 \$	(9 468) \$	(16 829) \$	(1 830) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 30 septembre :

	Déficit accumulé
Solde au 30 juin 2016	(41 412) \$
Performance financière	(1 854)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	4 971
Solde au 30 septembre 2016	(38 295) \$
Solde au 30 juin 2015	(1 250) \$
Performance financière	(2 036)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	(7 432)
Solde au 30 septembre 2015	(10 718) \$

Pour les périodes de six mois closes le 30 septembre :

	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2016	(21 466) \$
Performance financière	(4 736)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	(12 093)
Solde au 30 septembre 2016	(38 295) \$
Solde au 31 mars 2015	(8 888) \$
Performance financière	(5 038)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	3 208
Solde au 30 septembre 2015	(10 718) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(1 854) \$	(2 036) \$	(4 736) \$	(5 038) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles (notes 5 et 10)	12 116	13 729	24 965	26 533
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel (note 15)	1 986	2 178	3 909	4 339
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 5)	1 934	61	1 934	292
Amortissement des immobilisations incorporelles (notes 6 et 10)	329	415	659	859
Perte sur sortie d'immobilisations corporelles (note 5)	75	105	75	109
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles (notes 5 et 6)	10	-	17	-
Autres transactions sans effet sur la trésorerie (note 15)	-	10	3	13
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	(14 446)	(14 320)	(27 617)	(27 806)
Avantages incitatifs à la location différés reconnus dans la performance financière	(75)	(69)	(149)	(137)
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 15)	16 501	(14 951)	36 626	(3 269)
	16 576	(14 878)	35 686	(4 105)
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations	24 872	13 800	44 872	34 800
Acquisition d'immobilisations corporelles	(9 054)	(12 297)	(25 012)	(33 096)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(644)	-	(1 091)	(12)
	15 174	1 503	18 769	1 692
Augmentation (diminution) de la trésorerie	31 750	(13 375)	54 455	(2 413)
Trésorerie à l'ouverture de la période	33 932	18 943	11 227	7 981
Trésorerie à la clôture de la période	65 682 \$	5 568 \$	65 682 \$	5 568 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016
(en milliers de dollars canadiens)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, du contrôle des passagers et des bagages au contrôle des employés des aéroports.

L'ACSTA est financée par des crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. En octobre 2014, l'ACSTA a conclu une entente d'essai du contrôle supplémentaire avec l'autorité aéroportuaire du Grand Toronto, ce qui permettait à cette dernière d'acheter des heures de contrôle supplémentaires au CPE auprès de l'ACSTA selon le principe de recouvrement des coûts. Avec l'appui de Transports Canada, l'entente a été prolongée jusqu'au 31 mars 2017.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 23 novembre 2016

2. Résumé des principales méthodes comptables

(a) Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Tel qu'autorisé par l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés ont pour but de fournir une mise à jour sur la dernière série complète d'états financiers annuels audités. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2016, sauf pour l'adoption de normes nouvelles et modifiées à compter du 1^{er} avril 2016, qui est décrite à la note 2(b) ci-après.

(b) Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et modifiées

L'ACSTA a adopté les modifications et améliorations annuelles publiées par le CNCI et approuvées par le Conseil des normes comptables du Canada décrites ci-après à compter du 1^{er} avril 2016. L'adoption de ces modifications et améliorations annuelles n'a eu aucune incidence sur les états financiers intermédiaires résumés.

(i) Modifications à l'IAS 16, *Immobilisations corporelles* et l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*

L'IAS 16 et l'IAS 38 ont été modifiées pour clarifier les circonstances dans lesquelles l'utilisation d'un mode d'amortissement fondé sur les produits est acceptable. Ces modifications sont entrées en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'application anticipée était autorisée.

(ii) *Améliorations annuelles des IFRS : Cycle 2012-2014*

Les *Améliorations annuelles des IFRS : Cycle 2012-2014* ont été publiées en septembre 2014. Elles apportent des modifications à diverses IFRS, notamment en ce qui concerne les actifs non courants détenus en vue de la vente, l'information à fournir sur les instruments financiers, les avantages du personnel et l'information financière intermédiaire. Elles sont entrées en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2016, sur une base rétrospective.

(iii) Modifications à l'IAS 1, *Initiative concernant les informations à fournir*

L'IAS 1 a été modifié dans le but d'expliquer, plutôt que de modifier substantiellement, les dispositions de l'IAS 1 en vigueur concernant le caractère significatif, l'ordre des notes, les sous-totaux, les méthodes comptables et la ventilation. Ces modifications sont entrées en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2016, et l'application anticipée était autorisée.

(c) Changements comptables qui prendront effet dans l'avenir

À la date des présents états financiers, les nouvelles normes pertinentes suivantes étaient publiées par le CNCI, mais non entrées en vigueur. L'ACSTA est à évaluer leur incidence potentielle sur ses états financiers et continuera à surveiller les faits nouveaux relatifs à ces normes jusqu'à ce qu'elles soient adoptées.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(i) IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IFRS 15 a été publiée pour remplacer l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et l'IAS 11, *Contrats de construction* ainsi que d'autres interprétations relatives aux produits. La norme établit les principes, qu'une entité devrait adopter, régissant la divulgation des informations utiles aux utilisateurs des états financiers concernant la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client. Elle entrera en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'adoption anticipée est autorisée.

(ii) IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014 dans sa version définitive, qui vient remplacer toutes ses versions antérieures. Elle met un terme au projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 propose un modèle logique de classement et d'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues, et une révision significative des dispositions sur la comptabilité de couverture. Cette norme entrera en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2018, sur une base rétrospective.

(iii) IFRS 16, *Contrats de location*

L'IFRS 16 précise la manière de comptabiliser, d'évaluer, de présenter les contrats de location et de fournir des informations à leur sujet. La norme contient un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent est de faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location* et la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple demeure. Cette norme entrera en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2019, et l'adoption anticipée est autorisée dans la période d'adoption de la norme IFRS 15.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

3. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Crédits parlementaires	60 370 \$	69 605 \$
TPS et TVH à recouvrer	14 713	14 821
TVP à recouvrer	1 913	1 742
Services de contrôle supplémentaires	1 048	1 867
Autres	63	4
	78 107 \$	88 039 \$

Les modalités de crédit relatives aux comptes clients sont de 30 jours. Au 30 septembre 2016, aucun compte client n'était en souffrance. Au 31 mars 2016, les comptes clients comprenaient des montants en souffrance pour lesquels l'ACSTA n'avait pas comptabilisé de provision pour créances douteuses parce qu'il n'y avait pas eu de changement significatif dans la solvabilité et que les montants étaient jugés recouvrables. Au 31 mars 2016, les comptes clients en souffrance et non dépréciés étaient en suspens de 31 à 60 jours.

4. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Pièces de rechange	13 076 \$	14 128 \$
CIZR	484	1 150
Uniformes	375	1 049
	13 935 \$	16 327 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

5. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Amélio- rations locatives	Travaux en cours	Total
Coût									
Solde au 31 mars 2015	124 747	\$ 656 986	\$ 9 548	\$ 4 387	\$ 25 811	\$ 95	\$ 10 221	\$ 112 217	\$ 944 012
Entrées	42	27 265	1 135	566	2 604	-	545	61 697	93 854
Sorties	(3 280)	(72 070)	(400)	(10)	(128)	-	(350)	(34)	(76 272)
Radiations	(545)	(5 931)	(16)	(748)	(4 758)	(11)	(927)	(25)	(12 961)
Pertes de valeur	(158)	(94)	-	-	(855)	-	-	-	(1 107)
Reclassements	(3 725)	72 730	6 215	1 199	591	-	-	(77 010)	-
Solde au 31 mars 2016	117 081	\$ 678 886	\$ 16 482	\$ 5 394	\$ 23 265	\$ 84	\$ 9 489	\$ 96 845	\$ 947 526
Solde au 31 mars 2016	117 081	\$ 678 886	\$ 16 482	\$ 5 394	\$ 23 265	\$ 84	\$ 9 489	\$ 96 845	\$ 947 526
Entrées	73	4 030	484	-	726	-	10	43 063	48 386
Sorties	-	(15 806)	-	-	(91)	-	-	(42)	(15 939)
Radiations	(29)	(40)	-	-	(1 333)	-	-	-	(1 402)
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-	-	(1 934)	(1 934)
Reclassements	729	7 857	2 281	-	3 715	-	-	(14 582)	-
Solde au 30 septembre 2016	117 854	\$ 674 927	\$ 19 247	\$ 5 394	\$ 26 282	\$ 84	\$ 9 499	\$ 123 350	\$ 976 637
Amortissement cumulé									
Solde au 31 mars 2015	70 966	\$ 523 774	\$ 3 659	\$ 3 582	\$ 21 150	\$ 95	\$ 9 002	\$ -	\$ 632 228
Amortissement	8 995	39 571	1 462	633	1 456	-	519	-	52 636
Sorties	(2 897)	(71 985)	(293)	(10)	(128)	-	(350)	-	(75 663)
Radiations	(513)	(5 877)	(16)	(748)	(4 420)	(11)	(920)	-	(12 505)
Pertes de valeur	(99)	(43)	-	-	(673)	-	-	-	(815)
Reclassements	(2 831)	-	2 831	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 mars 2016	73 621	\$ 485 440	\$ 7 643	\$ 3 457	\$ 17 385	\$ 84	\$ 8 251	\$ -	\$ 595 881
Solde au 31 mars 2016	73 621	\$ 485 440	\$ 7 643	\$ 3 457	\$ 17 385	\$ 84	\$ 8 251	\$ -	\$ 595 881
Amortissement	4 514	17 840	763	266	1 355	-	227	-	24 965
Sorties	-	(15 772)	-	-	(89)	-	-	-	(15 861)
Radiations	(25)	(40)	-	-	(1 323)	-	-	-	(1 388)
Reclassements	(1 009)	-	(194)	-	1 203	-	-	-	-
Solde au 30 septembre 2016	77 101	\$ 487 468	\$ 8 212	\$ 3 723	\$ 18 531	\$ 84	\$ 8 478	\$ -	\$ 603 597
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2016	43 460	\$ 193 446	\$ 8 839	\$ 1 937	\$ 5 880	\$ -	\$ 1 238	\$ 96 845	\$ 351 645
Au 30 septembre 2016	40 753	\$ 187 459	\$ 11 035	\$ 1 671	\$ 7 751	\$ -	\$ 1 021	\$ 123 350	\$ 373 040

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2016, l'ACSTA a comptabilisé des pertes de valeur de 1 934 \$ en raison d'équipement qui ne répondait plus aux normes de Transports Canada relatives au matériel de contrôle. Ces actifs ne peuvent plus contribuer à la réalisation du mandat de l'ACSTA. C'est pourquoi ces actifs ont été jugés entièrement dépréciés. La valeur comptable nette restante a été comptabilisée comme une perte de valeur et la valeur recouvrable, soit la valeur d'utilité pour l'ACSTA, est considérée comme nulle, étant donné que tous les flux de trésorerie futurs associés à l'équipement sont estimés à 0 \$.

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2015, l'ACSTA a comptabilisé des pertes de valeur de 61 \$ et de 292 \$, respectivement, liées à du matériel de contrôle qui a cessé de contribuer à la réalisation du mandat de l'ACSTA en raison de progrès techniques.

Aucun montant n'a été enregistré relativement à la reprise d'une perte de valeur pendant les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre 2016 et 2015.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	Logiciels en développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2015	3 807 \$	18 840 \$	- \$	22 647 \$
Entrées	537	4 574	414	5 525
Radiations	(173)	(3 831)	-	(4 004)
Solde au 31 mars 2016	4 171 \$	19 583 \$	414 \$	24 168 \$
Solde au 31 mars 2016	4 171 \$	19 583 \$	414 \$	24 168 \$
Entrées	(330)	-	1 421	1 091
Radiations	(17)	(77)	-	(94)
Solde au 30 septembre 2016	3 824 \$	19 506 \$	1 835 \$	25 165 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2015	3 000 \$	16 863 \$	- \$	19 863 \$
Amortissement	439	1 009	-	1 448
Radiations	(173)	(3 723)	-	(3 896)
Solde au 31 mars 2016	3 266 \$	14 149 \$	- \$	17 415 \$
Solde au 31 mars 2016	3 266 \$	14 149 \$	- \$	17 415 \$
Amortissement	81	578	-	659
Radiations	(16)	(72)	-	(88)
Solde au 30 septembre 2016	3 331 \$	14 655 \$	- \$	17 986 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2016	905 \$	5 434 \$	414 \$	6 753 \$
Au 30 septembre 2016	493 \$	4 851 \$	1 835 \$	7 179 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

7. Provisions et éventualités

(a) Provisions

Le rapprochement des provisions se présente comme suit :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Solde à l'ouverture de la période	711 \$	335 \$
Provisions établies au cours de la période	18	711
Provisions utilisées	(84)	(90)
Provisions reprises au cours de la période	(446)	(245)
Solde à la clôture de la période	199 \$	711 \$

Plusieurs litiges, contrôles et poursuites ont été déposés contre l'ACSTA. Ces recours sont constitués essentiellement de montants liés à des accords de licence et à des taxes à la consommation.

De par leur nature, ces montants comportent une incertitude inhérente, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les montants des provisions ont été établis d'après le résultat d'analyses internes, de consultations auprès d'experts indépendants et les renseignements disponibles au moment où la publication des présents états financiers a été autorisée.

Les provisions sont classées dans les éléments courants et les flux de trésorerie futurs n'ont pas été actualisés, étant donné que les sorties de fonds associées à ces recours devraient avoir lieu dans les 12 mois suivants.

(b) Éventualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les litiges et poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement pour lesquels aucune provision n'a été comptabilisée.

(i) Litiges et poursuites judiciaires

Au 30 septembre 2016, un important litige contre l'ACSTA pour lequel aucune provision n'a été comptabilisée était en suspens. Se reporter à la note 8(b) des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016 pour une description de ce litige. Il n'y a eu aucun changement significatif à ce litige durant le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(ii) Coûts de démantèlement

Durant le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, il n'y a eu aucun changement significatif concernant les éventualités relatives aux coûts de démantèlement. Se reporter à la note 8(b)(ii) des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2016 pour une description des coûts de démantèlement de l'ACSTA.

8. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Financement public différé lié aux charges d'exploitation		
Solde à l'ouverture de la période	19 171 \$	20 845 \$
Charges d'exploitation financées par les crédits parlementaires	295 905	554 733
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés	(299 517)	(556 407)
Solde à la clôture de la période	15 559 \$	19 171 \$
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations		
Solde à l'ouverture de la période	357 936 \$	314 568 \$
Dépenses en immobilisations financées par les crédits parlementaires	49 465	98 872
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	(27 617)	(55 504)
Solde à la clôture de la période	379 784 \$	357 936 \$
Total du financement public différé à la clôture de la période	395 343 \$	377 107 \$

Se reporter à la note 11 pour plus d'information au sujet du financement public.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

9. Avantages du personnel

(a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	- \$	2 875 \$
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	1 124	1 549
	1 124	4 424
Passif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	(7 726)	-
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(30 345)	(25 369)
	(38 071)	(25 369)
Avantages du personnel — passif net	(36 947) \$	(20 945) \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	2 255 \$	2 657 \$	28 \$	38 \$	504 \$	461 \$	2 787 \$	3 156 \$
Frais administratifs	63	77	4	4	-	-	67	81
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	1 588	1 644	42	45	256	235	1 886	1 924
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(1 571)	(1 684)	(56)	(60)	-	-	(1 627)	(1 744)
Coût des prestations définies	2 335 \$	2 694 \$	18 \$	27 \$	760 \$	696 \$	3 113 \$	3 417 \$
Réévaluations des régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	4 836 \$	(7 172)\$	135 \$	(260)\$	- \$	- \$	4 971 \$	(7 432)\$
Réévaluations des régimes à prestations définies	4 836 \$	(7 172)\$	135 \$	(260)\$	- \$	- \$	4 971 \$	(7 432)\$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de six mois closes les 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	4 510 \$	5 314 \$	56 \$	76 \$	1 008 \$	922 \$	5 574 \$	6 312 \$
Frais administratifs	126	154	8	8	-	-	134	162
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	3 176	3 288	84	90	512	470	3 772	3 848
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(3 142)	(3 368)	(112)	(120)	-	-	(3 254)	(3 488)
Coût des prestations définies	4 670 \$	5 388 \$	36 \$	54 \$	1 520 \$	1 392 \$	6 226 \$	6 834 \$
Réévaluations des régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts (Pertes) gains actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	11 968 \$	(14 060)\$	136 \$	(378)\$	- \$	- \$	12 104 \$	(14 438)\$
	(20 157)	14 955	(525)	385	(3 515)	2 306	(24 197)	17 646
Réévaluations des régimes à prestations définies	(8 189)\$	895 \$	(389)\$	7 \$	(3 515)\$	2 306 \$	(12 093)\$	3 208 \$

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, l'ACSTA a comptabilisé une charge de 85 \$ (26 \$ en 2015) et 159 \$ (45 \$ en 2015), respectivement, relativement au volet de cotisations définies du RRE.

(c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs liés aux régimes de retraite à prestations définies sont examinées et modifiées, au besoin, à chaque période d'établissement de rapports. Cela comprend habituellement l'ajustement des taux d'actualisation et du taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains et/ou pertes de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, des gains de réévaluation de 4 971 \$ ont été réalisés en raison d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (réel de 3,76 % versus anticipé de 0,94 % pour le RRE et réel de 3,20 % versus anticipé de 0,94 % pour le RRS). Aucune incidence n'a été exercée par des modifications des hypothèses actuarielles, puisqu'elles n'ont pas changé de façon importante au cours du trimestre.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, des pertes de réévaluation de 7 432 \$ ont été réalisées en raison d'un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (réel de -3,73 % versus anticipé de 1,00 % pour le RRE et réel de -3,52 % versus anticipé de 1,00 % pour le RRS). Aucune incidence n'a été exercée par des modifications des hypothèses actuarielles, puisqu'elles n'ont pas changé de façon importante au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2016, des pertes de réévaluation de 12 093 \$ ont été réalisées à la suite d'une baisse de 50 points de base du taux d'actualisation (3,25 % au 30 septembre 2016, 3,75 % au 31 mars 2016). Ceci a été compensé en partie par un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (réel de 9,26 % versus anticipé de 1,88 % pour le RRE et réel de 4,16 % versus anticipé de 1,88 % pour le RRS).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2015, des gains de réévaluation de 3 208 \$ ont été réalisés à la suite d'une hausse de 50 points de base du taux d'actualisation (4,50 % au 30 septembre 2015, 4,00 % au 31 mars 2015). Ceci a été compensé en partie par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (réel de -6,90 % versus anticipé de 2,00 % pour le RRE et réel de -4,50 % versus anticipé de 2,00 % pour le RRS).

(d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies pour les trimestres et les périodes de six mois clos les 30 septembre se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Cotisations de l'employeur				
RRE	1 098 \$	1 186 \$	2 258 \$	2 396 \$
RRS	-	7	-	7
ARPD	29	46	59	92
	1 127 \$	1 239 \$	2 317 \$	2 495 \$

Le total estimatif des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 s'établit à 5 865 \$.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

10. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	123 930 \$	108 843 \$	243 345 \$	214 175 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	1 315	1 018	2 915	2 095
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	496	372	786	592
	125 741	110 233	247 046	216 862
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	9 267	10 511	18 677	20 789
Formation et certification	656	9	913	112
CIZR	175	195	666	373
	10 098	10 715	20 256	21 274
Soutien des programmes et services généraux				
Frais relatifs aux employés	14 147	14 597	29 525	29 670
Contrats de location simple	1 580	1 602	3 156	3 188
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	1 220	924	2 411	1 911
Frais de bureau et frais informatiques	1 165	1 025	2 300	1 940
Autres frais administratifs	985	738	1 355	1 684
Communications et sensibilisation du public	184	235	335	383
	19 281	19 121	39 082	38 776
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles	12 116	13 729	24 965	26 533
Amortissement des immobilisations incorporelles	329	415	659	859
	12 445	14 144	25 624	27 392
	167 565 \$	154 213 \$	332 008 \$	304 304 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association. Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

11. Financement public

Puisque le *Résumé du plan d'entreprise 2016-2017 à 2020-2021* de l'ACSTA n'a pas encore été déposé devant le Parlement, il n'est présentement pas possible de publier le montant total des crédits parlementaires disponibles pour l'exercice en cours. Par conséquent, le rapprochement des crédits parlementaires approuvés et des crédits parlementaires utilisés n'est pas fourni.

Le tableau ci-après présente le rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	218 107 \$	141 726 \$	353 389 \$	329 619 \$
Montants reçus et à recevoir liés à la période précédente	(67 978)	(5 834)	(54 733)	(59 834)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	531	185	(2 751)	(2 075)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	150 660 \$	136 077 \$	295 905 \$	267 710 \$

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	44 548 \$	21 629 \$	70 120 \$	59 521 \$
Montants reçus et à recevoir liés à la période précédente	(13 604)	(6 800)	(14 872)	(17 800)
Montants (différés) à être facturés aux périodes futures	(211)	4 629	(5 783)	(11 351)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	30 733 \$	19 458 \$	49 465 \$	30 370 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Les crédits parlementaires à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses en immobilisations et d'exploitation réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) au cours du prochain trimestre.

12. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur de la trésorerie, des débiteurs liés aux services de contrôle supplémentaires et des fournisseurs et autres créditeurs correspond approximativement à la valeur comptable étant donné la nature courante de ces instruments.

La juste valeur des retenues sur contrats de construction correspond approximativement à la valeur comptable.

13. Accords contractuels

(a) Accords contractuels non liés aux contrats de location simple

Dans le cours normal des affaires, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de mettre fin aux contrats, à sa discrétion et sans pénalité. Les accords les plus significatifs sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la prestation de tels services ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et des services d'entretien de ce matériel.

Le tableau ci-après présente les soldes, sans les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Exploitation	493 993 \$	636 006 \$
Immobilisations	158 101	156 913
Total	652 094 \$	792 919 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(b) Contrats de location simple

L'ACSTA a conclu des contrats de location simple non résiliables pour des locaux à bureau et du matériel. Les paiements minimaux à effectuer au titre de ces contrats de location, sans les taxes applicables, sont les suivants :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
1 an au plus	6 690 \$	6 524 \$
Plus de 1 an mais 5 ans au plus	21 612	22 229
Plus de 5 ans	5 276	7 724
Total	33 578 \$	36 477

Le contrat de location simple non résiliable le plus important de l'ACSTA est pour les locaux à bureau à l'administration centrale.

14. Transactions entre parties liées

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, l'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées :

(a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada, et est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau suivant résume les transactions entre l'ACSTA et ses parties liées :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois closes les 30 septembre	
	30 septembre 2016	2015	2016	2015
Revenues	166 851 \$	151 761 \$	327 134 \$	298 370 \$
Dépenses	3 662	3 075	7 107	6 279

Les produits provenant des transactions avec les parties liées représentent les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations. Les charges présentées ci-dessus pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016 comprennent 3 414 \$ (3 109 \$ en 2015) et 6 797 \$ (5 787 \$ en 2015), respectivement, en taxes non recouvrables payées aux fiduciaires de l'Agence du revenu du Canada.

Les soldes suivants étaient non réglés à la clôture de la période et sont inclus dans les clients et autres débiteurs ainsi que dans les fournisseurs et autres créditeurs à l'état intermédiaire résumé de la situation financière :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Montants à recevoir des parties liées	75 146 \$	84 426 \$
Montants à payer aux parties liées	(1 238)	(603)
Montants à recevoir net des parties liées	73 908 \$	83 823 \$

Les montants à recevoir de parties liées comprennent des créances de 60 370 \$ (69 605 \$ au 31 mars 2016) du gouvernement du Canada au titre des crédits parlementaires et des créances de 14 713 \$ (14 821 \$ au 31 mars 2016) de l'Agence du revenu du Canada au titre de taxes recouvrables payées sur les dépenses. Les montants à payer à des parties liées sont constitués essentiellement de taxes indirectes payables à l'Agence du revenu du Canada.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations telles qu'elles sont présentées à la note 9. Il n'y a eu aucune autre transaction au cours du trimestre et de la période de six mois.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

15. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie s'établit comme suit pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs	18 433 \$	(25 181) \$	14 525 \$	(4 191) \$
Diminution des stocks	683	417	2 392	1 539
Diminution des charges payées d'avance	1 062	947	1 220	1 315
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs	(1 631)	10 565	22 613	1 257
Diminution de la partie courante des provisions	(301)	(335)	(512)	(335)
Diminution du financement public différé lié aux charges d'exploitation	(1 745)	(1 364)	(3 612)	(2 854)
	16 501 \$	(14 951) \$	36 626 \$	(3 269) \$

Les produits d'intérêts reçus et comptabilisés pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016 se chiffrent à 89 \$ (112 \$ en 2015) et 217 \$ (216 \$ en 2015), respectivement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, les charges d'intérêts payées et passées en charges se chiffrent à 7 \$ (1 \$ en 2015) et 10 \$ (2 \$ en 2015), respectivement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 5 861 \$ (5 658 \$ en 2015) et 4 593 \$ (4 430 \$ en 2015), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 20 942 \$ (7 161 \$ en 2015) et 23 046 \$ (2 738 \$ en 2015), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, la variation du passif net au titre des avantages du personnel exclut un montant de 4 971 \$ (7 432 \$ en 2015), et 12 093 \$ (3 208 \$ en 2015), respectivement, relativement à la réévaluation des régimes à prestations définies présentée dans les autres éléments du résultat global, car les montants sont liés à une réévaluation sans effet sur la trésorerie.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, l'ACSTA a reçu des produits non monétaires de 3 \$ (6 \$ en 2015) et de 3 \$ (6 \$ en 2015), respectivement, liés à la sortie d'immobilisations corporelles, sous forme de notes de crédit d'un fournisseur.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016, les virements de pièces de rechange des immobilisations corporelles aux stocks ont totalisé 0 \$ (10 \$ en 2015) et 3 \$ (13 \$ en 2015), respectivement.

16. Événement subséquent

Le 18 octobre 2016, l'ACSTA a annoncé le renouvellement de ses Accords des services de contrôle aéroportuaire pour la période quinquennale allant du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2022. Le renouvellement de ces accords ajoutera approximativement 2 600 000 \$ aux accords contractuels futurs de l'ACSTA, décrits à la note 13 (a).